



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la
Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

DÉFIS MONDIAUX : RSE

- La Responsabilité sociale de l'entreprise : nouvelle régulation du capitalisme ?
- Comment mettre en place et animer un réseau de correspondants DD/RSE au sein des entreprises
- La responsabilité sociale comme symptôme d'une modernisation de l'entreprise

GÉOGRAPHIES : Inde

- Inde : une émergence à pas comptés...
- Etudes économiques de l'OCDE : Inde 2011
- L'Inde reste jeune, la Chine vieillit

DÉBATS SUR L'AIDE

- De meilleures politiques au service du développement : recommandations pour la cohérence des politiques
- Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE: un programme pour le changement
- L'innovation financière au service du solidaire

A NE PAS MANQUER

- L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest : du coton au franc CFA
- *Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*
- 20 ans après Rio, un développement qui n'a rien de durable

EDITO

“ Etats généraux du multilinguisme dans les Outre-Mer

Cayenne (Guyane)
14-18 décembre 2011

”

Avant la clôture de l'année des Outre-Mer, les Etats généraux des langues régionales des Outre-Mer réuniront, pour la première fois, de nombreux participants venus d'Outre-Mer, de métropole et de pays voisins afin de participer à une réflexion sur l'ensemble des quelque cinquante langues parlées en Outre-Mer. A cette occasion, des recommandations pourront être apportées pour rallier la maîtrise du français et la valorisation des langues régionales. De nombreux thèmes seront abordés comme l'emploi des langues, la transmission des langues, les technologies de la langue, le plurilinguisme ... Cette rencontre, organisée par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France du Ministère de la Culture, sera l'occasion pour ces territoires d'échanger entre eux.

agenda



@ Getty Images

06-07 DÉCEMBRE 2011

Impacts of Climate Change on Agriculture, UNU-WIDER, Rabat (Maroc)

07-10 DÉCEMBRE 2011

8^e Universités Africaines de la communication, les nouveaux enjeux médiatiques en Afrique, Ouagadougou (Burkina Faso)

08 DÉCEMBRE 2011

Conférence-débat : La rentabilité des investissements en Afrique, Coordination pour l'Afrique de demain, Paris (France)

08-09 DÉCEMBRE 2011

Colloque international : Les quartiers durables en Méditerranée, MMSH, Aix en Provence (France)

12 DÉCEMBRE 2011

Science, Technology and Innovation for Development: Key Policy Issues, UNCTAD, Genève (Suisse)

12 DÉCEMBRE 2011

Colloque CNRS de clôture de l'Année des Outre-Mer, CNRS, Paris (France)

18-22 DÉCEMBRE 2011

3^e colloque des pays du Maghreb sur le traitement et le dessalement des eaux, TDA, Hammamet (Tunisie)

19 DÉCEMBRE 2011

Journée des Nations-Unies pour la coopération Sud-Sud

19-20 DÉCEMBRE 2011

1^{er} Forum Méditerranéen de l'Eau, IAE, Marrakech (Maroc)

04-6 JANVIER 2012

Conférence internationale sur les effets des changements climatiques et de la déforestation sur l'avenir des forêts tropicales africaines au 21^e siècle, OFCT, Oxford (Royaume Uni)

RSE

L'OUVRAGE

La Responsabilité sociale de l'entreprise : nouvelle régulation du capitalisme ?

POSTEL, N. / CAZAL, D. / CHAVY, F. / SOBEL, R., SEPTENTRION, 2011, 416 p. T2.217

La responsabilité sociale des entreprises est une énigme : mode passagère relevant de la communication ou réelle inflexion dans la régulation du capitalisme ? L'ouvrage est conçu dans le double but d'analyser et d'éclairer ce phénomène, et rédigé d'une manière accessible. Une trentaine de spécialistes de sciences sociales (droit, sociologie, économie, gestion, histoire, sciences politiques...) interrogent ses contours, sa dynamique et son potentiel régulateur. Trois axes de lecture (théorique, empirique et socio-politique) permettent de rendre plus intelligible ce mouvement hybride (entre obligation légale et engagement volontaire) qui bouleverse actuellement le champ habituel de la négociation salariale et environnementale. Un apport décisif à la réflexion sur la régulation du capitalisme, en un temps où la nécessité de cette régulation n'a jamais paru plus patente, et sa complexité plus désarmante.



@ Getty Images

LE DOSSIER

Comment mettre en place et animer un réseau de correspondants DD/RSE au sein des entreprises

OBSERVATOIRE SUR LA RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES, 2011, 71p.

La prise en compte des enjeux du développement durable est montée en puissance dans la plupart des entreprises. La RSE s'inscrit progressivement dans les stratégies business et transforme peu à peu les pratiques des collaborateurs. Mais ces mutations ne s'obtiennent pas en les décrétant, il convient d'accompagner ce processus de changement en faisant coïncider les objectifs de l'entreprise et les intérêts individuels des acteurs. Pour garantir une bonne appropriation des nouvelles orientations stratégiques à tous les niveaux de l'entreprise et par tous les métiers, les réseaux de correspondants DD sont devenus de véritables leviers de déploiement opérationnel des démarches RSE. Ce guide vise à donner aux décideurs des repères et des outils pour agir : organisation et structure du réseau, profils des correspondants, périmètre d'intervention, professionnalisation, etc... Le guide analyse également les missions qui peuvent être confiées aux correspondants : reporting, partage des bonnes pratiques, diffusion de l'information, déploiement, de la démarche RSE, veille, relations avec les parties prenantes, etc...

L'ARTICLE

La responsabilité sociale comme symptôme d'une modernisation de l'entreprise

GENDRON, C. / L'ECONOMIE POLITIQUE, N° 45, 2010, 70-82 p.

Depuis quelques années, l'entreprise est devenue « responsable » et contribue au développement durable. Du moins, c'est ce que prétendent les grandes corporations tout comme les associations industrielles, qui ne cessent d'en faire la démonstration dans des mémoires ou des rapports de performance « extra-financière », aussi appelés « de responsabilité sociale » ou « de développement durable ». Est-ce à dire qu'une nouvelle ère s'est ouverte, alors que ces entreprises, auxquelles les libellés de missions corporatives donnent des allures d'organisations non gouvernementales (ONG), viennent remplacer une génération d'organisations autrefois exclusivement axées sur le profit et la production ?

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

Inde

LA REVUE

Inde : Une émergence à pas comptés...

ACCOMEX n° 99 / CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS, mai-juin 2011, 60 p. PIN.035

L'Inde aurait-elle définitivement quitté l'ombre de la Chine ? Il semble bien que l'éléphant indien n'ait plus rien à envier au dragon chinois : l'émergence économique et politique de l'Inde sur la scène internationale est devenue réalité et ses perspectives de moyen terme sont très favorables.

Au sommaire de la revue :

- Une vie politique en voie de régionalisation, par Christophe Jaffrelot
- La responsabilité sociale des entreprises en Inde : actualité et perspectives, par Damien Krichewsky
- Inde : le pays a le vent en poupe mais fait face à de sérieux aléas, par Gilbert Étienne
- L'Inde : un marché « milliardaire » fortement croissant, mais pluriel, par Gérard François Dumont
- Le secteur « IT-BPO » en Inde : un potentiel intact, par Cyrille Desjonqueres
- L'industrie pharmaceutique en Inde : un marché attractif mais complexe et mouvant, par Pierre Benham
- Infrastructures et mobilité en Inde : un monde d'opportunités pour les entreprises françaises, par Sophie Clavier

A LIRE ÉGALEMENT

L'Inde : une modernité controversée

LEROY, O. / SYLLEPSE, 2011, 186 p. PIN.036



LE RAPPORT

Études économiques de l'OCDE : Inde 2011

OCDE, 2011, 216 p.

L'économie indienne a réalisé un rattrapage rapide au cours des deux décennies écoulées et a bien surmonté la récession mondiale. Des réformes d'envergure et des investissements accrus ont porté la croissance potentielle à près de 9 %, taux sans précédent dans l'histoire du pays, ce à la faveur d'une amélioration des infrastructures. Le gouvernement devrait redoubler d'efforts pour restructurer les dépenses publiques, réduire le déficit budgétaire, assouplir certaines des contraintes imposées au secteur financier et promouvoir l'intégration internationale.



L'ARTICLE

L'Inde reste jeune, la Chine vieillit

CHAPONNIERE, J.-R. / ASIE, n° 2, 2011, 2 p.

L'Inde et la Chine, pays les plus peuplés de la planète, ont procédé au recensement de leur population en 2011. La croissance démographique de l'Inde a atteint 1,6 %, l'équivalent du Brésil en dix ans, et la Chine 0,7 %. D'ici 2030, l'Inde devrait rattraper la Chine. Quelles sont les perspectives démographiques de ces deux pays, pour leur société et pour leur développement économique ?



Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

L'OUVRAGE

De meilleures politiques au service du développement : recommandations pour la cohérence des politiques

OCDE, 2011, 80 p.
<http://www.oecd.org/dataoecd/6/54/48110553.pdf>

Cet ouvrage examine comment l'ensemble des politiques de l'OCDE peuvent être mises au service de ses objectifs communs en matière de développement. Il est centré sur les domaines qui requièrent une action collective de la communauté internationale tout entière et apporte un complément aux travaux récurrents sur l'efficacité de l'aide et le suivi des apports d'aide. Deux hypothèses de départ sont posées. Premièrement, les politiques visant les différents domaines – depuis le commerce et l'investissement jusqu'à la fiscalité et la transparence fiscale, en passant par le gouvernement des entreprises, le changement climatique, la sécurité des ressources et la politique sociale – ont de profondes répercussions sur les chances de concrétisation des objectifs de développement durable. Deuxièmement, ces politiques nécessitent une action collective de la communauté internationale tout entière. Le rapport aborde 18 thèmes, s'articulant autour de quatre grands axes : croissance économique durable, gouvernance économique, environnement et sécurité des ressources naturelles, et société.



LE RAPPORT

Accroître l'impact de la politique de développement de l'UE : un programme pour le changement

COMMISSION EUROPEENNE, 2011, 14 p.
http://ec.europa.eu/europeaid/what/development-policies/documents/agenda_for_change_fr.pdf

L'Union européenne (UE) envisage de recentrer son aide au développement sur les pays les plus pauvres, au détriment des pays émergents, et de la concentrer sur quelques secteurs-clés créateurs de croissance comme l'énergie et l'agriculture. Ce document publié par la Commission européenne le 13 octobre 2011 détaille ces nouvelles priorités et rappelle que l'UE gère 20 % des 53,8 milliards d'euros accordés par l'organisation et ses 27 membres au titre de l'aide au développement, soit plus de 50 % de l'aide mondiale. Ce rapport souligne que Bruxelles a notamment décidé d'augmenter « le volume et la part de l'aide accordée aux pays qui en ont le plus besoin » et « où l'UE peut avoir un réel impact ».

L'ARTICLE

L'innovation financière au service du solidaire

COZIC A. / NOVETHIC, 2011, 2 p.
http://www.novethic.fr/novethic/isr_investissement_socialement_responsable,acteurs,l_innovation_financiere_service_solidaire,135459.jsp

Cet article présente une initiative européenne d'aide à la microfinance rurale en Afrique Subsaharienne : le Fefisol. Au-delà de ses aspects techniques, le fonds entend d'abord répondre au manque de financement des zones rurales en Afrique et des agriculteurs en particulier. En effet, le continent africain représente moins de 7% des investissements en microfinance dans le monde. Le fonds a ainsi pour objectif de cibler à la fois de petites institutions de microfinance (IMF) à fort potentiel de développement qui ne parviennent pas à obtenir des financements par le « circuit classique », et des bénéficiaires finaux eux aussi peu desservis, car habitant dans des zones rurales. Pour atteindre ces objectifs, au moins 75 % du fonds sera investi en Afrique subsaharienne, et ce au service de clients ruraux.

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

L'OUVRAGE

L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest : du coton au franc CFA

NUBUKPO, K. / KARTHALA, 2011, 144 p. E2.310

Cet ouvrage s'attache à démontrer que l'improvisation, tendance lourde du pilotage des économies africaines, est la réponse des pouvoirs publics africains à des événements perçus comme aléatoires. L'absence de maîtrise des instruments de souveraineté économique (la monnaie, le budget) se traduit concrètement par une obligation de réagir au lieu d'agir. Après avoir mis en évidence la faible efficacité des politiques économiques menées sur le continent africain, cet ouvrage entend ainsi expliquer une partie de l'échec des politiques suivies, résultat pour l'essentiel de l'incertitude et de l'extraversion de la gouvernance en Afrique subsaharienne. L'évidente contradiction entre les objectifs volontaristes affichés par les pouvoirs publics africains et la faiblesse des moyens dont ils se dotent conduit à s'interroger sur les ressorts de ce paradoxe.



LE RAPPORT

Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME, 2011, 632 p.

<http://www.unep.org/greeneconomy/Portals/88/documents/ger/GreenEconomyReport.pdf>

Ce rapport démontre que le verdissement des économies agit généralement comme un nouveau moteur et non comme un ralentisseur de la croissance et qu'il constitue un créateur net d'emplois décents ainsi qu'une stratégie vitale d'élimination de la pauvreté persistante. Ce rapport fournit aux responsables de l'élaboration des politiques des arguments pour créer les conditions favorables à une hausse des investissements consacrés à la transition vers une économie verte. Premièrement, il donne des exemples montrant comment la création d'emplois verts compense les pertes d'emploi découlant du processus de transition vers une économie verte. Il montre comment une économie verte peut réduire la pauvreté persistante dans des secteurs importants tels que l'agriculture, la foresterie, l'eau douce, la pêche et l'énergie. De plus, une approche durable de la foresterie et l'adoption de méthodes agricoles écologiques contribuent à préserver la fertilité des sols et les ressources en eau, en particulier pour l'agriculture de subsistance. Enfin, il fournit des indications quant aux politiques aptes à réaliser cette réorientation : réduction ou élimination des subventions préjudiciables à l'environnement, mesures d'incitation économiques, cadre réglementaire adapté, marchés publics verts, stimulation de l'investissement...

L'ARTICLE

20 ans après Rio, un développement qui n'a rien de durable

CHABASON, L. / Idées pour le débat / IDDRI, N° 12, 2011, 14 p.

http://www.iddri.org/Publications/Collections/Idees-pour-le-debat/WP%201211_chabason.pdf

Il n'existe pas de bilan formel des objectifs fixés par l'Agenda 21 lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. La conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20), qui aura lieu en juin 2012, offre l'opportunité de se retourner sur vingt ans de développement durable. La déclaration de principes de Rio, visant essentiellement à concilier développement économique et environnement, a acquis une véritable légitimité juridique et politique. Cependant, la question de son effectivité, notamment en termes de gestion des ressources, reste prégnante et l'absence d'objectifs chiffrés et d'organe de suivi efficace constitue un frein à sa mise en œuvre.



Au sommaire du prochain numéro

- FORETS
- EGYPTTE

Vous êtes un agent de l'AFD, pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement.

Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD.

Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economics ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economica ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternel ■ Fruitrop ■ Gafi - bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchi-

ment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle leom ■ Lettre mensuelle ledom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'aurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ yfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

Directeur de la publication : DOV ZERAH

Responsable de la rédaction : PHILIPPE CABIN

Coordination : RÉGINE RENNESSON

Réalisation : CÉDRIC JOSEPH-JULIEN, HADJ LAKHAL, RÉGINE RENNESSON, CHANTAL SARALLIER

Graphisme : F.TUAL / FERRARI CORPORATE

Saisie/mise en page : MARCELLE LARNICOL

ISSN 1639-044X

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43